



Les membres de la coordination poursuivent leur travail d'information du public. PHOTOM.R.

Une gestion de l'eau toujours aussi opaque

Environnement

Après des perquisitions chez Veolia, Eau Bien Commun Paca refait le point sur l'affaire des marchés.

La coordination ne cesse de dénoncer les conditions dans lesquelles la multinationale a remporté le pactole à 3,2 milliards d'euros.

MARSEILLE

Un nouvel épisode qui ne surprend guère les membres de la coordination Eau Bien Commun (EBC). Pour Bernard Mounier, son président, la perquisition mardi du siège de Veolia, deux ans après l'ouverture d'une enquête préliminaire du parquet national financier sur des soupçons de favoritisme et de prise illégale d'intérêts concernant les marchés de l'eau de Marseille et 16 autres communes de la communauté urbaine, n'est qu'une suite logique des aberrations relevées « à chaque étape de ce contrat de délégation de service public ». Contrat remporté par la Société des Eaux de Marseille (SEM), filiale 100% Veolia en 2013. Profits faramineux (19 millions

contre 6,3 prévus), remontées de dividendes non notées, commission de contrôle fantôme... Une fois de plus, l'association s'est débrouillée pour obtenir des rapports pourtant obligatoires. Également conseiller métropolitain, Christian Pellicani (PCF) témoigne de l'absence de pièces et de débat pour des élus censés avoir un droit de regard sur ce marché public. « Je vais de nouveau solliciter le président de la métropole, Jean-Claude Gaudin » promet-il.

Sans présumer du résultat de l'enquête, Bernard Mounier et Christine Juste, porte-parole d'EBC, s'interrogent sur les liens entre certains élus et la multinationale. Dans la droite ligne du rapport établi par la Chambre régionale des comptes en 2014, ils pointent les liens entre l'actuelle présidente du Département des Bouches-du-Rhône, Martine Vassal (LR) et Loïc Fauchon, PDG de la SEM, au travers du conseil mondial de l'eau. Et réaffirment la nécessité de passer en régie publique, statut « plus démocratique économique et écologique ».

Interrogée, vendredi en marge du forum de l'emploi (voir page 13), Martine Vassal ne s'étend pas sur le sujet : « Je n'ai pas de commentaires à faire, rien à dire dessus, le travail de la justice continue », nous a-t-elle confié. **Mireille Roubaud avec F.C.**